

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**BNP PARIBAS ANTILLES GUYANE**

Société anonyme au capital de 13.829.320 euros  
Siège Social : 1 boulevard Haussmann - 75009 PARIS  
393 095 757 R.C.S. PARIS

**Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 6 mai 2026**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2025 (En milliers d'euros)**

<b>ACTIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2025</b>
CAISSE, BANQUES CENTRALES	39 251	37 053
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	806 769	738 835
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 340 271	1 300 241
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	6 453	6 452
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	670	668
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 121	7 971
AUTRES ACTIFS	4 657	5 499
COMPTES DE REGULARISATION	22 318	22 380
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 229 509</b>	<b>2 119 099</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2025</b>
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	184 667	204 616
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	1 894 750	1 810 606
AUTRES PASSIFS	15 266	14 198
COMPTES DE REGULARISATION	93 064	40 552
PROVISIONS	4 080	4 445
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	<b>37 682</b>	<b>44 682</b>
Capital souscrit	13 829	13 829
Réserves	54 519	54 519
Report à nouveau	(33 518)	(30 666)
Résultat de l'exercice	2 852	7 000
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 229 509</b>	<b>2 119 099</b>

<b>HORS-BILAN</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2025</b>
Engagements de garantie donnés	96 214	115 440
Engagements de garantie reçus	587 917	232 067

Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique « Engagements qui ne figurent pas au hors-bilan ». Ceux-ci s'élèvent à 299 M€ au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 337 M€ au 31/12/2024

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025 (En milliers d'euros)**

COMPTE DE RESULTAT SOCIAL	NET	
	2024	2025
Intérêts et produits assimilés	55 857	54 199
Intérêts et charges assimilés	(19 428)	(16 731)
Revenus des titres à revenu variable	2 242	2 243
Commissions : produits	31 461	31 244
Commissions : charges	(3 236)	(5 615)
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	991	1 007
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(6)	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE ET ASSIMILES	82	467
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE ET ASSIMILES	(866)	(431)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>67 098</b>	<b>66 384</b>
Charges générales d'exploitation	(59 635)	(54 842)
Frais de personnel	(27 834)	(27 530)
Impôts et taxes	(582)	(714)
Autres frais administratifs	(31 219)	(26 598)
Dot. aux amort. et aux dépréciations s/immob.financières incorporelles et corporelles	(1 448)	(1 521)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6 015</b>	<b>10 020</b>
Coût du Risque	(2 715)	(2 473)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 299</b>	<b>7 548</b>
Gains et pertes sur actif immobilisés	(526)	2
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>2 773</b>	<b>7 549</b>
Impôts sur les bénéfices	79	(549)
<b>Résultat net</b>	<b>2 852</b>	<b>7 000</b>

**NOTE N° 1**  
**PRINCIPES COMPTABLES ET DE PRESENTATION**  
**DES ETATS FINANCIERS DE BNP PARIBAS ANTILLES-GUYANE**

Les comptes de BNP Paribas Antilles-Guyane sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

- ANC n° 2014 07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date ;
- ANC n° 2014 03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date, dont les règlements ANC n° 2022 06 du 4 novembre 2022 et n° 2023 03 du 7 juillet 2023 applicables aux exercices ouverts à compter du 1 janvier 2025 (sans impact sur l'exercice).
- 

Les comptes sont établis et présentés en milliers d'euros

#### Changement de méthode

Le changement de méthode résulte de l'application, à compter du 01/01/2025, du 2022-06 qui a modifié le 2014-03 et de celle du 2023-03 qui a modifié le 2014-07.

#### Faits marquants de l'exercice

Néant.

#### Evénements post-clôture

Le 28 février 2026, un conflit armé a éclaté entre l'Iran et les États-Unis, alliés à Israël. BNP Paribas Antilles-Guyane n'est pas présente au Moyen-Orient et n'est pas directement exposée au conflit mais pourrait être impactée par les conséquences économiques de la crise dont les impacts ne sont pas à ce jour mesurables.

#### Situation de liquidité de BNP Paribas Antilles-Guyane

Les accords de refinancement avec le groupe BNP Paribas dans le cadre de la gestion actif-passif permettent à BNP Paribas Antilles-Guyane de respecter les ratios réglementaires de liquidité.

**PRINCIPES COMPTABLES****Créances sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit du groupe BNP Paribas. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière immobilière, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Ces garanties sont notamment constituées de garanties hypothécaires et nantissements obtenus par la banque pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur conclue à des conditions hors marché donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprise au résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance. Lorsque tous les recours par voie judiciaire et amiable ont été épuisés et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées sous la rubrique "Coût du risque".

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts » tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

Pour rappel, en réponse à la crise sanitaire, des moratoires ont été accordés aux clients. Ces moratoires ont consisté le plus souvent en des reports d'échéances de quelques mois, avec ou sans facturation d'intérêts supplémentaires liés à ces décalages d'échéancier. Ces reports n'ont pas eu d'impact significatif. Le moratoire a été le plus souvent considéré comme ne répondant pas à une difficulté financière de l'emprunteur mais à une crise de liquidité passagère de l'emprunteur et le risque de crédit n'est, de ce fait, pas considéré comme ayant augmenté significativement.

## Contrats d'épargne et de prêts réglementés

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas Antilles-Guyane qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas Antilles-Guyane relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimums attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne.

Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Antilles-Guyane, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

## Titres

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la provision relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

BNP Paribas Antilles-Guyane ne comptabilise à son bilan que des autres titres détenus à long terme ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

### Autres titres détenus à long terme

Les "Autres titres détenus à long terme" sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Antilles-Guyane entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

#### Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Antilles-Guyane dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Antilles-Guyane. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Antilles-Guyane est supérieur ou égal à 10%.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenus dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Antilles-Guyane dispose d'un contrôle exclusif ou conjoint avec d'autres entités du groupe BNP Paribas.

Les titres détenus dans ces catégories sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les titres sont tous évalués à la clôture de l'exercice pour déterminer individuellement leur valeur d'utilité, sur la base notamment de la quote-part de la situation nette comptable après distribution des dividendes ajustée des charges constatées d'avances, des charges à répartir sur plusieurs exercices, des produits constatés d'avance et des subventions d'investissements de la société dont ils relèvent ou une valeur de transaction connue.

L'appréciation de la valeur économique des sociétés entre aussi en considération pour la constatation de dépréciations éventuelles. Les moins-values latentes, calculées valeur par valeur, pouvant résulter de cette évaluation, donnent lieu, le cas échéant, à une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

#### **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition augmentée des coûts directement attribuables d'installation ou d'adaptation (logiciels).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les immobilisations sont constituées :

- de logiciels acquis ou créés, amortis selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle ;
- d'immeubles d'exploitation amortis linéairement sur maximum 60 ans pour le gros oeuvre, entre 10 et 30 ans pour les façades et pour les installations générales et techniques et de maximum 15 ans pour les agencements. Des durées d'amortissement inférieures peuvent s'appliquer par exception pour des immeubles de construction plus légère ;
- de matériels micro-informatique amortis selon la méthode linéaire sur une durée entre 3 à 5 ans ;
- les autres matériels et mobiliers amortis selon la méthode linéaire sur une durée de 5 ans.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an. Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

### **Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

### **Provisions non liées à des opérations bancaires**

BNP Paribas Antilles-Guyane constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

### **Coût du risque**

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

### **Opérations en devises**

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les gains et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion sur la base des cours officiels de fin d'exercice, des actifs en devises détenus d'une façon durable sont inscrits dans les comptes d'écarts de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs (pour les actifs financés en euros) ou sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants (pour les actifs financés directement en devises).

### **Participation des salariés**

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas Antilles-Guyane enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite sous la rubrique « Frais de Personnel ».

### **Impôts**

Le taux de 25.83% d'impôt sur les bénéfices a été appliqué sur la totalité du bénéfice fiscal.

La banque a également tenu compte de la contribution de 3.3% pour déterminer l'impôt dû au titre de chacune des périodes.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Enfin, BNP Paribas Antilles-Guyane est fiscalement intégrée dans le groupe BNP PARIBAS SA.

### **Avantages bénéficiant au personnel**

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Antilles-Guyane sont classés en trois catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, constitués notamment par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Antilles-Guyane, par les primes de fin de carrière.

#### Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

#### Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées, le cas échéant, sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

#### Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Antilles-Guyane résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés de BNP Paribas Antilles-Guyane ainsi que les régimes de retraite complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisse de retraite de BNP Paribas Antilles-Guyane et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Antilles-Guyane est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Ces avantages sont calculés par le groupe BNP Paribas.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Depuis le 1er janvier 2013, BNP Paribas Antilles-Guyane applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » a été abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

Depuis le 1er janvier 2021, et conformément au choix laissé par le Collège de l'ANC du 05 novembre 2021, les droits à indemnités sont comptabilisés linéairement en prenant une date de départ des droits tenant compte du nombre d'années plafonnées jusqu'à la date de départ en retraite.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est donc représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

La provision relative aux indemnités de fin de carrière est calculée par différence entre l'engagement déterminé et la valeur vénale des fonds investis auprès du groupe AXA avec lequel a été conclu un contrat de gestion des indemnités.

#### **Enregistrement des produits et charges**

Les produits et charges sont enregistrés selon le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service (notamment les frais de mise en place lors de l'octroi de crédits immobiliers) sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC et aux principes retenus par le groupe BNP Paribas pour ses activités de Banque de Détail, la filiale BNPP Antilles-Guyane étale les frais de dossier de crédit consommation et les commissions apporteurs d'affaires.



## NOTE N° 2 - OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2024			31/12/2025		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
<b>Caisse, Banques Centrales</b>	<b>39 251</b>	<b>0</b>	<b>39 251</b>	<b>37 053</b>	<b>0</b>	<b>37 053</b>
<b>Créances sur les établissements de Crédit</b>	<b>806 769</b>	<b>0</b>	<b>806 769</b>	<b>738 835</b>	<b>0</b>	<b>738 835</b>
- <b>Comptes ordinaires</b>	129 884		129 884	34 667		34 667
.dt créances sur entreprises liées	127 666		127 666	28 540		28 540
.dt intérêts courus	2 210		2 210	1 696		1 696
- <b>Comptes et prêts</b>	676 885		676 885	704 168		704 168
.dt créances sur entreprises liées	672 542		672 542	697 679		697 679
.dt intérêts courus	4 343		4 343	6 489		6 489
<b>TOTAL</b>	<b>846 020</b>	<b>0</b>	<b>846 020</b>	<b>775 888</b>	<b>0</b>	<b>775 888</b>
.dt intérêts courus	6 553		6 553	8 185		8 185

## NOTE N° 3 - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2024			31/12/2025		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
<b>Crédits sains</b>	<b>1 297 775</b>	<b>0</b>	<b>1 297 775</b>	<b>1 249 276</b>	<b>0</b>	<b>1 249 276</b>
• <b>Créances commerciales</b>	<b>158</b>	<b>0</b>	<b>158</b>	<b>255</b>	<b>0</b>	<b>255</b>
Sociétés	158		158	255		255
• <b>Comptes débiteurs</b>	<b>56 032</b>	<b>0</b>	<b>56 032</b>	<b>38 380</b>	<b>0</b>	<b>38 380</b>
.dt intérêts courus	(322)		(322)	2		2
Sociétés	50 149		50 149	33 666		33 666
Entrepreneurs Individuels	552		552	488		488
Particuliers	3 969		3 969	3 616		3 616
Autres	1 685		1 685	608		608
• <b>Autres crédits</b>	<b>1 241 585</b>	<b>0</b>	<b>1 241 585</b>	<b>1 210 642</b>	<b>0</b>	<b>1 210 642</b>
.dt intérêts courus	1 920		1 920	2 139		2 139
Sociétés	761 658		761 658	750 600		750 600
Entrepreneurs Individuels	8 508		8 508	7 551		7 551
Particuliers	459 942		459 942	438 493		438 493
Autres	9 556		9 556	11 859		11 859
- <b>Douteux et Doubteux compromis</b>	<b>68 901</b>	<b>26 404</b>	<b>42 497</b>	<b>77 131</b>	<b>26 166</b>	<b>50 965</b>
douteux	22 219	2 812	19 407	28 173	2 671	25 503
.dt effets désactualisation	310	0	310	138	0	138
douteux compromis	46 681	23 592	23 089	48 958	23 495	25 462
.dt effets désactualisation	2 412		2 412	1 122		1 122
<b>TOTAL</b>	<b>1 366 675</b>	<b>26 404</b>	<b>1 340 271</b>	<b>1 326 407</b>	<b>26 166</b>	<b>1 300 241</b>

**NOTE N°4 - PROVISIONS SUR CREANCES INTERBANCAIRES ET CLIENTELES**

En milliers d'euros au 31 décembre	En cours de dépréciations au 31/12/2024	Dotations aux dépréciations de l'exercice a	Reprises sur dépréciations disponible de l'exercice b	Utilisations des dépréciations de l'exercice c	Encours de dépréciations au 31/12/2025
<b>PROVISIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF</b>	<b>26 404</b>	<b>5 627</b>	<b>3 584</b>	<b>2 281</b>	<b>26 166</b>
- <b>sur opérations avec la clientèle</b>	<b>26 404</b>	<b>5 627</b>	<b>3 584</b>	<b>2 281</b>	<b>26 166</b>
encours douteux et douteux compromis Sociétés	(6 890)	3 558	1 893	1 706	(6 931)
encours douteux et douteux compromis Entrepreneurs Individuels	26 536	318	227	161	26 466
encours douteux et douteux compromis Particuliers	6 426	1 743	1 460	414	6 296
encours douteux et douteux compromis Autres	333	6	4	0	335
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>1 580</b>	<b>709</b>	<b>312</b>	<b>301</b>	<b>1 676</b>
- <b>sur engagements par signature</b>	<b>502</b>	<b>306</b>	<b>78</b>	<b>0</b>	<b>730</b>
encours douteux et douteux compromis Sociétés	502	306	78	0	730
- <b>provision pour litiges divers (1)</b>	<b>1 078</b>	<b>403</b>	<b>234</b>	<b>301</b>	<b>946</b>
<b>TOTAL</b>	<b>27 984</b>	<b>6 336</b>	<b>3 896</b>	<b>2 582</b>	<b>27 842</b>

Coût du risque (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2025
Créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	(160)	(282)
Créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	(74)	(2 372)
Dépréciations sur créances douteuses utilisées	20	2 281
Constitution de dépréciations sur créances douteuses	(5 795)	(5 933)
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	3 025	3 740
Récupération sur créances amorties	268	94
<b>TOTAL</b>	<b>(2 715)</b>	<b>(2 473)</b>

(1) Dotations et Reprises de provisions pour risque administratif reclassées en PNB respectivement pour (403 K€) et (445 K€) ;

**NOTE N° 5 - REPARTITION DES CREANCES SAINES PAR DUREES RESIDUELLES D'ECHEANCES INTERBANCAIRES ET CLIENTELES**

En milliers d'euros au 31 décembre	Durée résiduelle inférieure à 3 mois	Durée résiduelle comprise entre 3 mois et 1 an	Durée résiduelle comprise entre 1 et 5 ans	Durée résiduelle supérieure à 5 ans	TOTAL 31/12/2025
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>	<b>157 567</b>	<b>110 521</b>	<b>217 000</b>	<b>290 800</b>	<b>775 888</b>
- <b>Caisse, Banques Centrales</b>	<b>37 053</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 053</b>
- <b>Créances sur les établissements de crédit (1)</b>	<b>120 514</b>	<b>110 521</b>	<b>217 000</b>	<b>290 800</b>	<b>738 835</b>
• Comptes ordinaires	34 667	0			34 667
• Comptes et prêts	85 847	110 521	217 000	290 800	704 168
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>94 503</b>	<b>128 107</b>	<b>504 232</b>	<b>522 435</b>	<b>1 249 276</b>
- <b>Créances sur la clientèle (2)</b>	<b>94 503</b>	<b>128 107</b>	<b>504 232</b>	<b>522 435</b>	<b>1 249 276</b>
• Comptes débiteurs	38 380				38 380
• Créances commerciales et autres crédits	56 123	128 107	504 232	522 435	1 210 896
dt Prêts d'épargne-logement	1	2	1	0	5
<b>TOTAL</b>	<b>252 070</b>	<b>238 628</b>	<b>721 232</b>	<b>813 235</b>	<b>2 025 164</b>

(1) : Les créances à vue (sans échéance et remboursables à première demande ou échues) sur les établissements de crédit, s'élèvent au 31 décembre 2024 à 34 667 K€ contre 129 884 K€ au 31 décembre 2025.

(2) : Nous n'avons pas de crédit à durée indéterminée sur la clientèle

**NOTE N° 6 - TITRES A REVENUS VARIABLES, TITRES DE PARTICIPATION, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME**

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2024		31/12/2025	
	VALEUR COMPTABLE BRUTE	VALEUR COMPTABLE NETTE	VALEUR COMPTABLE BRUTE	VALEUR COMPTABLE NETTE
<b>TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME</b>	<b>6 457</b>	<b>6 453</b>	<b>6 463</b>	<b>6 452</b>
- Titres de participation non cotés	6 457	6 453	6 463	6 452
- Titres cotés				
<b>TOTAL</b>	<b>6 457</b>	<b>6 453</b>	<b>6 463</b>	<b>6 452</b>

(1) Situation nette après distribution des dividendes et ajustement des charges constatées d'avance, charges à répartir sur plusieurs exercices, produits constatés d'avance et subvention d'investissement

Détail des participations	SIREN	Pourcentage de détention	Adresses sièges sociaux
SEGAGE	343256921	10,32%	CA Dillon Express – Lot Dillon Stade 97200 Fort de France
Canal + Antilles	388543126	9,42%	Zac de Moudong Centre 97122 BAIE-MAHAULT

**NOTE N° 7 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

En milliers d'euros au 31 décembre	MONTANT BRUT DEBUT 2025	ACQUISITIONS (1)	CESSIONS (1)	MONTANT BRUT FIN 2025	CUMUL DEPRECIATIONS DEBUT 2025	DOTATIONS	REPRISES	CUMUL DEPRECIATIONS FIN 2025	MONTANT NET FIN 2025
Immobilisations incorporelles	5 428	74	0	5 502	4 758	76	0	4 834	668
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 428</b>	<b>74</b>	<b>0</b>	<b>5 502</b>	<b>4 758</b>	<b>76</b>	<b>0</b>	<b>4 834</b>	<b>668</b>
Terrains et constructions	30 097	120	0	30 217	21 896	1 124	0	23 020	7 197
Equipement, mobilier, installation	13 802	28	19	13 812	12 883	314	19	13 179	633
Immobilisations en cours	1	141	0	141					141
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>43 901</b>	<b>288</b>	<b>19</b>	<b>44 170</b>	<b>34 780</b>	<b>1 438</b>	<b>19</b>	<b>36 199</b>	<b>7 971</b>
<b>TOTAL</b>	<b>49 329</b>	<b>362</b>	<b>19</b>	<b>49 672</b>	<b>39 537</b>	<b>1 514</b>	<b>19</b>	<b>41 033</b>	<b>8 639</b>

**NOTE N° 8 - COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS**

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2024	31/12/2025
<b>COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF</b>	<b>22 318</b>	<b>22 380</b>
- Comptes d'encaissement	2 822	1 035
- Produits à recevoir	4 818	5 966
- Charges constatées d'avance	595	524
- Autres comptes de régularisation débiteurs	14 082	14 854
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>4 657</b>	<b>5 499</b>
- Débiteurs divers	4 657	5 499
• Créance envers l'Etat	1 317	1 402
• Fonds de Garantie des dépôts	2 126	2 130
• Autres débiteurs divers	1 214	1 966
<b>TOTAL</b>	<b>26 975</b>	<b>27 879</b>

**NOTE N° 9 - REPARTITION DES DETTES INTERBANCAIRES PAR DUREES RESIDUELLES**

En milliers d'euros au 31 décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise 3 mois et 1 an	Echéance comprise 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2025
<b>Comptes créditeurs interbancaires et assimilés</b>	<b>129 616</b>	<b>75 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>204 616</b>
- Dettes envers les établissements de crédit	129 616	75 000	0	0	204 616
• Comptes ordinaires	18 852	0	0	0	18 852
<i>dt dettes sur entreprises liées</i>	12 854				12 854
<i>dt autres sommes dues</i>	404				404
<i>dt intérêts courus (2)</i>	3				3
• Comptes et emprunts (1)	110 764	75 000	0	0	185 764
<i>dt dettes sur entreprises liées</i>	110 000	75 000	0	0	185 000
<i>dt intérêts courus (2)</i>	764				764
<b>TOTAL</b>	<b>129 616</b>	<b>75 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>204 616</b>

(1) Les comptes et emprunts enregistrent les opérations effectuées au jour le jour ou à terme, et ne faisant l'objet d'aucun échange de support sous forme d'effet ou de titre.

(2) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

**NOTE N° 10 - REPARTITION DES DETTES SUR LA CLIENTELE, BONS DE CAISSE ET CREANCES NEGOCIABLES, PAR DUREES RESIDUELLE**

En milliers d'euros au 31 décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise entre 3 mois et 1 an	Echéance comprise entre 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	TOTAL 31/12/2025
<b>COMPTES CREDITEURS</b>	<b>1 735 743</b>	<b>71 192</b>	<b>3 171</b>	<b>500</b>	<b>1 810 606</b>
- Comptes ordinaires	1 334 867	0	0	0	1 334 867
- Comptes créditeurs à terme	115 590	69 973	31	0	185 593
<i>dt intérêts courus (1)</i>	1 236				1 236
- Comptes d'épargne à régime spécial	285 286	1 219	3 141	500	290 146
<i>dt intérêts courus (1)</i>	54				54
<i>dt PEL</i>	37 767	1 219	3 141	500	42 627
<i>dt CEL</i>	18 904				18 904
<b>TOTAL</b>	<b>1 735 743</b>	<b>71 192</b>	<b>3 171</b>	<b>500</b>	<b>1 810 606</b>

(1) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

**NOTE N° 11- COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES PASSIFS**

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2024	31/12/2025
<b>COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF</b>	<b>93 064</b>	<b>40 552</b>
- Charges à payer	26 807	18 014
- Produits constatés d'avance	1 116	1 209
- Autres comptes de régularisation créditeurs	65 141	21 329
<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>15 266</b>	<b>14 198</b>
- Créiteurs divers	15 266	14 198
• Sommes dues à l'administration fiscale et organismes paritaires	1 980	495
• Rémunération due au personnel	3 796	2 544
• Provision pour participation et intéressement	435	2 250
• Autres créiteurs divers	9 055	8 909
<b>TOTAL</b>	<b>108 330</b>	<b>54 750</b>

**NOTE N° 12- PROVISIONS**

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2024	Dotations	Utilisations	Autres Reprises	31/12/2025
<b>PROVISIONS</b>	<b>4 080</b>	<b>1 142</b>	<b>462</b>	<b>315</b>	<b>4 445</b>
Provision pour risques d'exécution des engagements de signatures	502	306	0	78	730
Provision PLAN ISIS	132	86	86	0	132
Provisions PEL/CEL	196	40	0	0	236
Provision pour risques suspens commissions	798	403	211	234	756
Provisions pour CET	1 692	298	0	0	1 991
Provisions restructuration frais de personnel	192	0	0	0	192
Provision redressement URSSAF	131	0	74	0	57
Provision litiges personnel	156	8	0	3	161
Provisions pour risques / litiges	280	0	90	0	190
<b>TOTAL</b>	<b>4 080</b>	<b>1 142</b>	<b>462</b>	<b>315</b>	<b>4 445</b>

**NOTE N° 13 - AFFECTATION DU RESULTAT ET VARIATION DES FONDS PROPRES**

En milliers d' Euros au 31 décembre	31/12/2024	Affectation résultat 2024	Autres variations	31/12/2025	Affectation proposée	Après affectation proposée
<b>CAPITAL (1)</b>	<b>13 829</b>		<b>0</b>	<b>13 829</b>		<b>13 829</b>
<b>PRIMES LIES AU CAPITAL</b>	<b>53 875</b>		<b>0</b>	<b>53 875</b>		<b>53 875</b>
prime d'émission	6 749		0	6 749		6 749
prime de fusion	46 721			46 721		46 721
prime d'apport	405		0	405		405
<b>RESERVES</b>	<b>644</b>		<b>0</b>	<b>644</b>		<b>644</b>
légal	644		0	644		644
<b>REPORT A NOUVEAU RESULTAT</b>	<b>(33 518)</b>	<b>2 852</b>		<b>(30 666)</b>	<b>7 000</b>	<b>(23 666)</b>
	<b>2 852</b>	<b>(2 852)</b>	<b>0</b>	<b>7 000</b>	<b>(7 000)</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>37 682</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>44 681</b>	<b>0</b>	<b>44 681</b>

(1) Le capital social est composé de 1 728 665 actions de 8 euros chacune

**NOTE N° 14 - ENGAGEMENTS QUI NE FIGURENT PAS AU HORS BILAN**

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2024	31/12/2025
Engagements de garantie reçus		299 440

**NOTE N° 15 - PRODUIT NET BANCAIRE**

En milliers d'euros au 31 Décembre	2024			2025		
	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. Produits (charges)	TOTAL	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. Produits (charges)	TOTAL
<b>OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>12 531</b>	<b>(430)</b>	<b>12 101</b>	<b>11 312</b>	<b>(442)</b>	<b>10 870</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>23 899</b>	<b>28 655</b>	<b>52 553</b>	<b>26 156</b>	<b>26 071</b>	<b>52 227</b>
<b>REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE</b>	<b>2 242</b>	<b>0</b>	<b>2 242</b>	<b>2 243</b>	<b>0</b>	<b>2 243</b>
<b>GAINS (PERTES) SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>991</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>1 007</b>	<b>0</b>	<b>1 007</b>
Titres de transaction	0	0	0	0	0	0
Opérations de change	991	0	991	1 007	0	1 007
Instruments financiers	0	0	0	0	0	0
<b>GAINS (PERTES) SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>4</b>	<b>(10)</b>	<b>(6)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Portefeuille-titres de placement	4	(10)	(6)	0	0	0
<b>TOTAL DES PRODUITS (CHARGES) D'EXPLOIT.BANCAIRE</b>	<b>39 667</b>	<b>28 215</b>	<b>67 882</b>	<b>40 719</b>	<b>25 629</b>	<b>66 348</b>
<b>AUTRES PRODUITS (CHARGES) D'EXPLOIT. BANCAIRE</b>	<b>0</b>	<b>(784)</b>	<b>(784)</b>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>36</b>
Autres Charges d'exploitation bancaire		(866)			(431)	
Autres Produits d'exploitation bancaire		82			467	
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>39 667</b>	<b>27 431</b>	<b>67 098</b>	<b>40 719</b>	<b>25 665</b>	<b>66 384</b>

**NOTE 16 : PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Produits (charges) nets	
2024	2025	2024	2025		2024	2025
<b>(6 956)</b>	<b>(7 108)</b>	<b>19 487</b>	<b>18 420</b>	<b>Total des intérêts et produits (charges) assimilés</b>	<b>12 531</b>	<b>11 312</b>
(6 956)	(7 108)	19 426	18 343	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	12 469	11 235
0	0	61	77	Produits (charges) sur opérations de hors-bilan	61	77
<b>(476)</b>	<b>(464)</b>	<b>46</b>	<b>23</b>	<b>Total des Commissions</b>	<b>(430)</b>	<b>(442)</b>
(423)	(418)	46	23	Commissions sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	(377)	(395)
(53)	(47)	0	0	Commissions sur opérations Hors Bilan	(53)	(47)
<b>(7 432)</b>	<b>(7 572)</b>	<b>19 533</b>	<b>18 443</b>	<b>TOTAL</b>	<b>12 101</b>	<b>10 870</b>

**NOTE N°17 - PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE**

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Net des Produits et Charges d'exploitation	
2024	2025	2024	2025		2024	2025
<b>(12 471)</b>	<b>(9 623)</b>	<b>36 370</b>	<b>35 780</b>	<b>Total des intérêts et produits (charges) assimilés</b>	<b>23 899</b>	<b>26 156</b>
(12 471)	(9 623)	36 370	35 780	Intérêts : produits sur créances et charges sur comptes créditeurs de la clientèle	23 899	26 156
<b>(2 760)</b>	<b>(5 151)</b>	<b>31 415</b>	<b>31 221</b>	<b>Total des commissions et produits (charges) assimilés</b>	<b>28 655</b>	<b>26 071</b>
(304)	(403)	12 069	11 691	Commissions/opérations avec la clientèle	11 765	11 288
(2 457)	(4 748)	18 679	18 853	Commissions/prestations de services financiers	16 222	14 105
(2 457)	(4 748)	13 424	13 151	dont commissions sur moyens de paiement	10 967	8 403
0	0	668	678	Commissions sur opérations de hors-bilan	668	678
0	0	668	678	sur les engagements de garantie	668	678
<b>(15 232)</b>	<b>(14 774)</b>	<b>67 785</b>	<b>67 001</b>	<b>TOTAL</b>	<b>52 553</b>	<b>52 227</b>

**NOTE N° 18 - PRODUITS DES PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES A LONG TERME**

En milliers d'euros au 31 Décembre	2024	2025
<b>REVENUS DES PORTEFEUILLES-TITRES A REVENU VARIABLE :</b>	<b>2 242</b>	<b>2 243</b>
Titres de participation + autres titres détenus à long terme	2 242	2 243
<b>GAINS (PERTES) SUR OPERATIONS FINANCIERES LIEES AUX PORTEFEUILLES-TITRES</b>	<b>(6)</b>	<b>0</b>
- Gains (pertes) sur titres de placement à revenu fixe		
• Résultats réalisés sur cessions	(10)	0
moins-values	(10)	0
• Reprise (Dotation) nette aux provisions pour dépréciation	4	0
reprise de provisions pour dépréciation	4	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 236</b>	<b>2 243</b>

**NOTE N° 19 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

En milliers d'euros au 31 Décembre	2024	2025
<b>SALAIRES ET TRAITEMENTS</b>	<b>(17 366)</b>	<b>(16 577)</b>
<b>AUTRES CHARGES</b>	<b>(7 863)</b>	<b>(7 976)</b>
Indemnités de départ à la retraite et charges de retraites	(1 656)	(1 580)
Dotations et reprises pour autres engagements sociaux	144	(298)
Autres charges sociales	(6 524)	(6 167)
Provisions litiges frais de personnel	172	69
<b>INTERESSEMENT ET PARTICIPATION DES SALAIRES</b>	<b>(1 478)</b>	<b>(1 883)</b>
Participation des salariés	(1 141)	(1 383)
Intéressement des salariés	(337)	(500)
<b>IMPOTS ET TAXES</b>	<b>(582)</b>	<b>(714)</b>
<b>AUTRES FRAIS GENERAUX</b>	<b>(545)</b>	<b>(380)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(27 834)</b>	<b>(27 530)</b>

L'entité est consolidée par intégration globale dans le périmètre de consolidation du Groupe BNP Paribas. En conséquence, l'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans le document de référence du Groupe BNP ParibasSA.

**NOTE N°20 - GAINS ET PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES**

En milliers d'euros au 31 Décembre	2024	2025
<b>PLUS OU MOINS VALUES SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES D'EXPLOITATION</b>	<b>(526)</b>	<b>2</b>
PV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	0	2
MV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	(526)	0
<b>TOTAL</b>	<b>(526)</b>	<b>2</b>

**NOTE N° 21 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS**

Néant

**NOTE N° 22 - IMPOTS**

En milliers d'euros au 31 Décembre	2024	2025
<b>Charge des impôts courants de l'exercice</b>	<b>79</b>	<b>(549)</b>
<b>CHARGE NETTE D'IMPOTS</b>	<b>79</b>	<b>(549)</b>

**NOTE N° 23 - PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES**

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Solde	
2024	2025	2024	2025		2024	2025
(13 418)	11 950	41 218	39 648	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	27 799	51 599
<b>(13 418)</b>	<b>11 950</b>	<b>41 218</b>	<b>39 648</b>	<b>TOTAL DES INTERETS ET PRODUITS (CHARGES) ASSIMILES (1)</b>	<b>27 799</b>	<b>51 599</b>
0	(53)	0	0	Commissions sur opérations de hors-bilan	(53)	(53)
0	0	4 590	5 094	Commissions et produits (charges) divers	4 590	5 094
<b>(53)</b>	<b>(53)</b>	<b>4 590</b>	<b>5 094</b>	<b>TOTAL DES COMMISSIONS ET DIVERS PRODUITS (CHARGES) (2)</b>	<b>4 537</b>	<b>5 041</b>
<b>(13 471)</b>	<b>11 897</b>	<b>45 808</b>	<b>44 742</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (CHARGES) SUR OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES</b>	<b>32 336</b>	<b>56 640</b>

(1) Dont Intérêts sur opérations avec :  
BNP Paribas (charges : 7 112 / produits : 16 405 K€)

(2) Dont Commissions sur opérations avec :  
Cardif Assurance Vie (charges : 0 / produits : 3 973)  
BNPP Asset Management (charges : 0 / produits : 14)

**NOTE N° 24 AUTRES INFORMATIONS****Rémunération des organes de Direction**

L'information globale des rémunérations des membres des organes d'administration et de direction porterait préjudice à certains d'entre-eux, et n'est par conséquent pas mentionné dans l'annexe des comptes annuels.

**L'effectif moyen se décompose de la façon suivante**

	2024	2025
Effectif Moyen (1)	302	287
dont cadres	123	117
dont techniciens & employés	179	170

**Appartenance au groupe BNP Paribas :**

Les comptes de BNP Paribas ANTILLES-GUYANE sont inclus dans les comptes consolidés, consultables 16 Boulevard des Italiens 75009 PARIS cédex, établis par BNP Paribas SA- SIRET : 66204244900014  
A ce titre, l'entité est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé à son p alié.

(1) En complément de ces effectifs salariés de BNP Paribas Antilles Guyane, 5 détachés travaillent sur le site de cette entité pour ses besoins spécifiques



**RESULTATS FINANCIERS de la SOCIETE au cours des 5 derniers exercices**  
(Articles 133,135 et 148 du décret sur les Sociétés commerciales)

Nature des indications	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>SITUATION FINANCIERE en FIN d'EXERCICE</b>						
Capital social	13 829 320	13 829 320	13 829 320	13 829 320	13 829 320	13 829 320
Nombre d'actions émises	1 728 665	1 728 665	1 728 665	1 728 665	1 728 665	1 728 665
<b>RESULTAT GLOBAL des OPERATIONS EFFECTIVES</b>						
Chiffre d'affaires hors taxes	67 317 811	66 553 295	67 650 879	79 698 749	86 136 754	85 263 330
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	-9 846 000	-3 712 917	812 469	-3 814 191	7 449 901	10 591 855
Impôts sur les bénéfices	-38 094	0	0	0	78 832	-548 699
Participation des salariés due au titre de l'exercice	805 947	1 472 149	1 411 934	1 121 815	1 140 501	1 382 616
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux dépréciations et provisions	-5 005 205	-2 448 754	-1 417 614	-372 395	2 851 753	7 000 317
<b>RESULTAT des OPERATIONS REDUITS à UNE SEULE ACTION</b>						
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux dépréciations et provisions	-6,14	-3,00	-0,35	-2,86	3,70	5,01
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	-2,90	-1,42	-0,82	-0,22	1,65	4,05
<b>PERSONNEL</b>						
Nombre de salariés au 31 Décembre	356	345	324	317	302	287
Montant de la masse salariale	20 116 477	19 769 265	18 905 379	19 351 596	18 468 326	17 518 104
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Œuvres sociales, etc....)	9 130 313	8 460 289	8 297 945	8 675 699	8 152 826	7 746 977

### **AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du Rapport de gestion du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2025 de la manière suivante :

(En euros)

Origine	
Bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2025	7.000.316,83
Poste « Report à nouveau » déficitaire	(30.666.394,95)
<b>Impact IFRIC sur IFC</b>	
<b>Soit un total de :</b>	
<b>Lequel ne formant pas de bénéfice distribuable :</b>	<b>(23.666.078,12)</b>
Affectation du total ne formant pas de bénéfice distribuable	
Dotation au poste « Report légale »	0
Dotation au poste « Réserve extraordinaire »	0
A titre de dividendes attribués aux actionnaires	0
Soit un solde affecté au poste « Report à Nouveau » de :	(23.666.078,12)
<b>Total</b>	<b>(23.666.078,12)</b>

L'Assemblée Générale, compte tenu de l'affectation de l'intégralité du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 au poste « Report à nouveau », prend acte qu'il n'y aura pas de distribution de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

A cet égard, il est précisé que le poste « Report à nouveau » présentera, après affectation, un solde déficitaire de (23 666 078,12) euros.

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale prend également acte qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois exercices précédents.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des voix exprimées par les actionnaires présents/représentés ou représentés.**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP Paribas Antilles Guyane relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « CHANGEMENT DE METHODE » de la note n°1 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement ANC.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Risque de crédit – Provisionnement individuel**

<b>Risque identifié</b>	<b>Notre réponse</b>
<p>Votre société est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur les prêts et garanties qu'elle octroie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Par ailleurs, le contexte de crises multiples et successives ainsi que le maintien d'un environnement macroéconomique austère affectent la capacité de remboursement des emprunteurs avec des situations contrastées.</p> <p>Ainsi, votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Tel qu'indiqué dans les notes 3 et 4 de l'annexe aux comptes annuels, les encours bruts douteux et douteux compromis de prêts à la clientèle de votre société s'élèvent, au 31 décembre 2025, à M€ 77,1 dépréciés à hauteur de M€ 26,2.</p> <p>Ces dépréciations sont déterminées sur une base individuelle. Les dépréciations individuelles sont déterminées par la direction en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit et de contrepartie constituent un point clé de l'audit, dans le contexte économique décrit ci-dessus dans la mesure où les dépréciations individuelles constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à prendre connaissance et à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macroéconomique de l'exercice 2025, pour identifier puis évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mené des entretiens avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre société ;</li> <li>- pris connaissance du dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes ;</li> <li>- apprécié la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses et du processus de revue de crédit ;</li> <li>- réalisé des analyses contradictoires des montants sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères d'importance significative et de risques</li> </ul>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous. La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**  
**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP Paribas Antilles Guyane par votre assemblée générale du 11 mai 2006 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 31 mai 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la vingtième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la deuxième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 20 avril 2026  
Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES  
Julien Koskien

ERNST & YOUNG et Autres  
Hassan Baaj

### **RAPPORT DE GESTION**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.